

On nous cache tout, on nous dit rien !

En préambule du CTL du 23 juin 2014, Solidaires Finances Publiques a répercuté à notre DRFiP la colère des agents suite aux dispositions iniques de la direction générale relatives aux primes d'accueil et d'intéressement (ou plutôt de désintéressement).

Comment peut-on élaborer une telle note d'application (sans queue ni tête) sur le périmètre des agents pouvant prétendre à la prime d'accueil ?

Comment peut-on verser des montants aussi ridicules (entre 50€ et 400€ brut par an) pour solde de tout compte de la période harassante des campagnes successives (IR, TF, TH, etc...) ?

Comment parler de prime d'intéressement pour une aumône de 120€ brut pour 2013 ?

Est-ce que les agents de la DRFiP sont jugés coupables des baisses des indicateurs, alors qu'elles découlent directement des suppressions d'effectif ?

La DGFIP est victime d'un hold-up des emplois (3700 emplois vacant au 1er Septembre 2014), après avoir déjà subi plus de 30000 suppressions d'emplois depuis 2002.

Pour toutes ces mesquineries, Solidaires Finances Publiques décerne la palme de la désorganisation au bureau, ou au chef de bureau, qui a « pondu » ces mesures.

1) On solde tout avant fermeture

C'est par inadvertance que nous avons appris la fermeture prochaine (1er aout) de la trésorerie antenne de Vic s/ Seille. Pour rajouter au marasme du Saulnois, nous pouvons déjà prédire la fermeture certaine du bureau antenne du Centre Impôts Fonciers de Château Salins.

La direction a entériné la réduction des horaires d'ouverture pour les Trésorerie de Moyeuve-Grande (-3h30 par semaine), Sierck les Bains (-1h par semaine) et Fontoy (-2h30 par semaine).

Le DRFiP a pris l'engagement de se pencher sur les cas des sites qui sont obligés de pratiquer des fermetures sauvages, pour faire face aux manques de personnel, le SIE de Thionville depuis plus d'un an, pour ne pas les citer.

Notre direction, avec ses effectifs, « aimerait bien avoir l'air, Mais qui n'a pas l'air du tout, Faut pas jouer les riches, Quand on n'a pas le sou », comme le chantait le grand Jacques.

2) Bilan, Tableau de bord de veille et baromètre ... tout dans le social

A la date du 1er janvier 2014, nous avons 1460 emplois (les chaises), 1362 effectifs réels (les personnes qui sont censés travailler avec prise en compte de leur temps partiel) et 1275 effectifs disponibles (effectifs réels diminués des congés maladies, maternités, formations, etc...). On peut constater que la marge est grande entre les différents chiffres. Il y a 25% de cadres A, 42,6% de B et 32,4% de C.

60% des effectifs a 51 ans ou plus, contre 47% au niveau national.

Les départs à la retraite évoluent de façon exponentiel. 41 départs en 2012, 60 en 2013 et déjà 62 connus pour 2014.

Il y a 3959,5 jours sur les CET, soit l'équivalent de 18 emplois à temps plein... une véritable bombe à retardement.

Suite au sondage IPSOS du 3 au 20 décembre dernier, les résultats nous ont été communiqués. Et comme vous pouvez l'imaginer, ils sont mauvais. Nous sommes stressés à cause du travail (les cadres intermédiaires encore plus que les autres

catégories). Les charges de travail sont trop importantes et aucune reconnaissance de nos efforts ne se fait jour (rémunérations, carrières, etc...)

Les priorités doivent être données aux rémunérations et aux conditions de vie au travail.

Si maintenant même la DG partage nos revendications...

3) Nouveau logiciel de gestion des frais de déplacement

La direction n'a aucun recul sur ce logiciel. Elle prévoit 1 mois 1/2 d'assistance aux agents (hot-line). Des E-Formations ont été faites dans les services.

En clair, si ça ne marche pas faites pour le mieux, et si ça marche tant mieux !

4) Questions diverses

- La direction nous a annoncé :

Un groupe de travail sur l'accueil de la rue des Clercs va se tenir entre les différents chefs de service.

Un accueil commun pour les SIE va être mis en place (courage à celui ou celle qui va occuper cette fonction).

Une rationalisation des quitus va être opérée (on est incapable de vous dire ce qui se cache derrière ce projet).

Une caisse unique est en projet pour la cité administrative de Metz et pour l'HDF de Thionville.

Une réflexion est en cours sur le service Enregistrement de Metz.

N'en jetez plus, la coupe est pleine !

- Fusion SIP-CDIF :

Suite à une note du 27 mai dernier, la direction mène toujours une réflexion sur le sujet. Le temps presse, la DG ramasse les copies le 28 juillet.

Pour nos voisins du 54, cette réforme va être mise en œuvre courant 2015.

- Prime d'accueil :

128 agents ont touché une enveloppe globale de 17457€ brut. 8 agents ont touché 400€ brut et 27 agents ont touché 50€ brut.

Face à la bronca des collègues, un aménagement de cette prime va être opéré en 2015, pour l'année 2014.

Pour couronner le tout, la prime de campagne IR est supprimée en 2014. Même si le montant à partager était minime, 6000€ pour l'ensemble des collègues du département, le geste est symptomatique de la considération de nos hiérarques.

- Crédit Impôts Compétitivité des Entreprises (CICE) :

La direction a reconnu que le travail a été plus important que prévu (quand on leur dit que les services sont submergés).

Au 13 juin pour la Moselle, 2200 demandes ont été déposées, 600 étaient encore en cours de traitement. 28M € ont été « distribués » (11M en restitution et 17M en imputation).

- Plan banlieue :

Suite à la mutation du collègue affecté à cette fonction, faute de candidat, la mission va être attribuée à la BCR.

Vos élus Solidaires Finances Publiques en CTL

Titulaires

Philippe OSTROGORSKI (03 87 55 89 00)

Lætitia CHABOUREL (03 82 59 90 91)

Éric DARNOIS (03 87 55 73 58)

Suppléants

Laurent ZOMMER (03 82 86 80 58)

Pascale WEISSE-ROY (03 87 38 69 38)